

Alternatives Economiques

MAI 2024 | N° 446 | 5,90 €

Augmenter les **impôts**, oui,
mais lesquels ?

Construction : les raisons de la crise

Les fausses promesses
des **nouveaux OGM**

LES DROITES EUROPÉENNES CONTRE L'ÉCOLOGIE

Le Green Deal attaqué

La nouvelle croisade
de l'extrême droite

Le tour d'Europe
des reculs

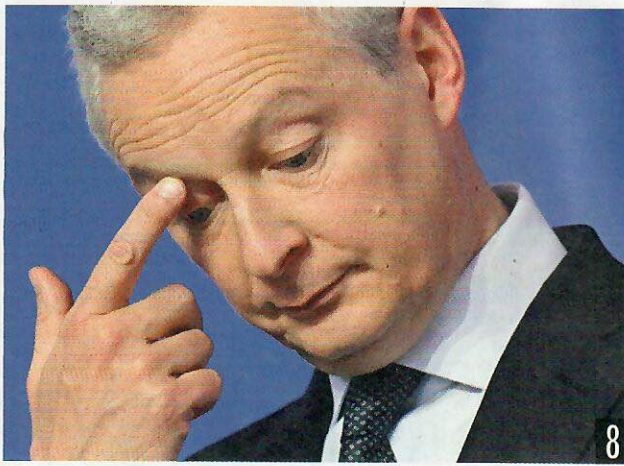


L 19241 - 446 - F: 5,90 € - RD



Belux./Italie/Grèce/Portugal (cont) 6,90 € ■ Allemagne 7,90 € ■ Suisse 10,20 CHF ■ DOM/S 6,90 € ■ Canada 10,99 \$ CAD ■ Tunisie 13,20 TND ■ TOM/S 850 XPF ■ Maroc 69 MAD

SOMMAIRE



8

DOSSIER

Les droites européennes contre l'écologie

Le Green Deal européen a du plomb dans l'aile. Alors que les gouvernements entrent dans le dur de la transition, les droites en profitent pour ralentir voire suspendre la dynamique de progrès écologique. Une régression qui pourrait s'amplifier si l'extrême droite rafle la mise lors des élections européennes de juin prochain.



24



56

3_ ÉDITORIAL de Christian Chavagneux

6_ Courrier

À CHAUD

8_ **Quand le déficit budgétaire dérape**

12_ En chiffres • La Question • Près de chez vous • L'Objet • Et ailleurs... • La Bonne nouvelle • Le Graph

20_ L'ANALYSE ÉCO Pourquoi l'Europe décroche-t-elle par rapport aux Etats-Unis ?

22_ Y'A DU BOULOT ! de Sandrine Foulon

23_ BD Isadora au pays du management par Fabrice Erre

ENJEUX

40_ **Dans l'accès aux services publics, France services fait le tampon**

44_ Qui va faire les frais de la suppression de l'ASS ?

46_ ZOOM Le grand bassin des JO

48_ **L'Inde inégalitaire et sans emplois de Narendra Modi**

52_ Ce qui pourrait changer après le rejet du CETA par le Sénat

54_ CARTE La famine est imminente dans la bande de Gaza

56_ **Derrière la crise du bâtiment, un changement de modèle**

60_ DATA Rodolphe Saadé, nouveau baron du capitalisme français

62_ **Les fausses promesses des nouveaux OGM**

66_ OBLIK Avis de gros temps sur la météo publique

IDÉES

68_ ENTRETIEN avec Fanny Pigeaud et Ndongo Samba Sylla « Il y a une fenêtre historique inédite pour sortir du franc CFA »

73_ Opinions • Lectures

84_ CULTURE Violences sexuelles : vers la fin de l'omerta dans le cinéma français ?

86_ HISTOIRE Quand le Cartel des gauches se heurte au « mur d'argent »

89_ UNE PETITE HISTOIRE DES ÉCONOMISTES HÉTÉRODOXES Louis Blanc, l'exterminateur de la concurrence

92_ HOMMAGE Claude Alphandéry, une vie d'engagements

AGIR

94_ **Faire pot commun pour loger les exilés**

97_ Agenda

98_ PERTES & PROFITS par Enzo

Trois eurodéputées débattent

ET MAINTENANT, QUELLE CONTRE-ATTAQUE DES GAUCHES ?

Comment contrer la régression sur l'écologie ? Candidates des gauches françaises aux élections européennes, les eurodéputées Manon Aubry, Aurore Lalucq et Marie Toussaint répondent. Et s'expliquent sur leurs divisions.

Pourquoi cette montée de l'extrême droite en Europe ?

Aurore Lalucq : Elle s'inscrit dans une vague idéologique mondiale. J'y vois la conséquence du triomphe, à partir des années 1970, du cadre néolibéral qui a dépossédé les travailleurs de leur outil de travail, désindustrialisé des territoires, atomisé les individus. Cela a généré du ressentiment et, en l'absence de réponse politique, de la défiance et du populisme.

Manon Aubry : Le Vieux Monde se meurt, le nouveau tarde à apparaître et, dans ce clair-obscur, surgissent les monstres, disait le philosophe Antonio Gramsci. Nous sommes dans ce clair-obscur. L'échec du libre-échange et du modèle libéral a brisé les collectifs et augmenté les inégalités. Nous en voyons les conséquences.

Marie Toussaint : Les trois ingrédients du succès de l'extrême droite sont, d'abord, la violence de la crise sociale, qui crée une peur panique du déclassement ; ensuite, la pulsion identitaire brandie comme réponse à la modernité libérale ; enfin, notre système médiatique, qui fait triompher l'émotion sur la raison, le temps court sur le temps long, menaçant toute pensée de transformation sociale.

Quelles seraient les conséquences d'une percée de l'extrême droite aux européennes ?

M. A. : On en a déjà un aperçu, avec l'abandon du règlement sur la restauration de la nature, un texte essentiel pour la biodiversité. La droite européenne n'hésite plus à travailler avec les deux groupes d'extrême droite au Parlement européen, qui votent contre toute avancée sur le droit à l'avortement, et contre la taxation des riches et des superprofits.



Manon Aubry
Tête de liste de La France insoumise, comme en 2019. L'ancienne porte-parole d'Oxfam codirige le groupe de la Gauche au Parlement européen (PE).



Aurore Lalucq
4^e sur la liste PS-Place publique. Economiste, cofondatrice de l'Institut Veblen, elle est à la commission des Affaires économiques au PE.



Marie Toussaint
Tête de liste des Ecologistes en 2024. Juriste, à l'origine de la campagne de justice climatique L'affaire du siècle, elle est vice-présidente des Verts au PE.

“

Ne faisons pas aujourd'hui avec la transition écologique ce qu'on a fait hier aux mineurs”

AURORE LALUCQ

Leur ligne, c'est le climatoscepticisme allié au libéralisme, à la brutalité antidémocratique et à la remise en cause des droits fondamentaux.

A. L. : En début de mandat, la droite avait un peu honte de ne pas avoir embrassé la question écologique. D'ailleurs, Ursula von der Leyen, issue de la droite allemande, a rapidement fait sa mue dans ce domaine. L'écologie est donc devenue brièvement plus consensuelle, mais, aujourd'hui, le discours anti-écologique de la droite a repris le dessus, de manière décomplexée. La droite court ainsi après l'extrême droite, oubliant qu'elle n'a rien à gagner à reprendre ses idées. Les électeurs préféreront toujours l'original à la copie.

M. T. : La percée de l'extrême droite serait terrible. Les nationaux-populistes

mettent en danger la survie du projet européen, condamné à n'être que murs et barbelés, et notre capacité à protéger les droits humains, en particulier des femmes, des LGBTQI+ ou des réfugiés. Sur l'écologie, il faut dénoncer une méprise majeure : l'extrême droite prétend protéger le peuple mais vote en permanence pour ce qui l'empoisonne, des produits toxiques au glyphosate.

Les droites ont mis un coup d'arrêt au Pacte vert. Il y a un problème plus général d'acceptation ?

M. T. : Qui n'accepte pas la transition ? C'est justement la droite en perte de vue qui court après l'extrême droite. C'est vrai sur l'immigration et c'est vrai sur l'écologie. Nous devons transformer notre économie en profondeur. La droite s'y oppose. Son refus de changer les rapports de force économiques a pour effet l'impunité des pollueurs et l'explosion de la précarité, provoquant des tensions dans les classes populaires et moyennes qui pourtant aspirent à un autre modèle face aux crises sociales et écologiques. La gauche n'a pas toujours pris conscience de l'ampleur de la transformation à conduire.

Quel discours tenir pour être majoritaire tout en étant ambitieux sur l'écologie ?

M. A. : Il faut déjà annoncer que l'on va s'attaquer aux émissions de gaz à effet de serre des 10 % les plus riches, responsables de la moitié des émissions. Et assumer une rupture avec les accords de libre-échange, les règles budgétaires austéritaires et la politique agricole productiviste.

A. L. : Et assumer de dire que notre modèle économique est en fin de course. Les aides aux entreprises pèsent 9 % du produit intérieur brut (PIB) en France, un record. Nous ne sommes pas dans un modèle ultralibéral où l'Etat est absent, mais où il est mis au service de certaines entreprises et finance moins bien la protection sociale et les services publics.

M. T. : La population aspire au changement, mais pas seulement pour le climat futur. Elle veut plus de justice dès maintenant. L'air pollué, les factures à payer, la malbouffe sont des problèmes d'aujourd'hui. Les gens savent qu'il faut changer de modèle mais n'ont envie ni qu'on leur promette que tout ira bien, ni qu'on leur annonce du sang et des larmes. Il faut un discours mobilisateur, qui assume de dire que certains secteurs disparaîtront ou devront évoluer, ce dont nous devons débattre démocratiquement.

A. L. : Cette question de l'emploi est centrale. Ne faisons pas aujourd'hui avec la transition écologique ce qu'on a fait hier aux mineurs. Plus on anticipera et se concertera, plus on évitera la casse sociale.

Que dites-vous à un électeur conscient de l'urgence écologique, mais qui est tenté par le vote RN en pensant à ses fins de mois ?

A. L. : Que le RN n'en a rien à faire de lui. Il n'a pas mouillé une seule fois la chemise pour le défendre au Parlement européen.



M. A. : Aux électeurs tentés par le RN, il faut effectivement leur rappeler que Jordan Bardella est un député européen fictif qui ne fait rien au Parlement européen. Mais cet argument n'est pas suffisant. Quand la gauche déçoit, trahit sa parole en bradant les services publics ou notre industrie, elle perd du terrain face à l'extrême droite, voire lui permet de s'installer au pouvoir, comme on l'a vu en Suède, en Finlande ou en Italie.

A. L. : Sauf que l'extrême droite a quand même progressé en Espagne, alors que le gouvernement Sánchez a taxé les superprofits et augmenté les minima sociaux. Cela interroge. A-t-on sous-estimé la profondeur de la vague d'extrême droite, notamment chez les jeunes ?

“
Il faut rompre
avec les règles
du marché
pour préserver
nos biens
et services
publics”

MANON AUBRY

Vous vous êtes opposées à l'extension du marché du CO₂ aux transports et au chauffage, alors que la majorité des groupes socialistes et écologistes au Parlement européen y était favorable. La place du marché dans la transition fait-elle débat à gauche ?

A. L. : C'est un débat souvent mal posé. Longtemps, la seule mesure écologique tolérable aux yeux des économistes était en effet le principe pollueur-payeur – donc la taxe carbone. Il n'y aurait qu'à intégrer les

émissions de carbone au marché, réputé parfait, pour changer les comportements. C'est un mythe. Le principe pollueur-payeur n'est qu'un outil parmi d'autres, à côté de l'investissement et de la réglementation, bien plus efficace.

M. T. : Attention à ne pas prolonger une logique dont il faut sortir. L'enjeu, c'est de sortir du modèle



économique actuel et réencadrer l'économie dans les limites planétaires et les droits sociaux ainsi que le propose la « théorie du donut » de Kate Raworth. Mon groupe politique y est pleinement engagé.

M.A. : Nous refusons de laisser l'écologie aux mains du marché. Le marché carbone en fournit la démonstration, entre autres exemples. Grâce aux distributions de quotas gratuits et aux prix sur le marché du CO₂, ArcelorMittal a pu empocher près de 2 milliards d'euros. Autre cas emblématique : le fret ferroviaire. Au nom du droit européen de la concurrence, on veut libéraliser Fret SNCF et on va sabrer des lignes. Il faut rompre avec les règles du marché pour préserver nos biens et services publics.

Donc désobéir aux traités si nécessaire ? Vous rapprochez-vous sur ce sujet ?

A.L. : La question n'est pas obéissance ou désobéissance aux traités. La question est de les changer. Ils sont mal faits. Mais ce n'est pas parce que ces traités ne sont pas bons qu'on ne peut pas agir en attendant. Quand il y a une volonté politique en Europe, il y a un chemin institutionnel. Par ailleurs, ce ne sont pas les traités qui imposent à Emmanuel Macron sa politique, mais son idéologie.

M.A. : Changer les traités, ça prendra au mieux vingt ans et, au pire, cela n'arrivera jamais. La désobéissance n'est pas une fin en soi mais un moyen de pression et une façon de lever les obstacles posés par les règles d'austérité ou du marché.

M.T. : Brandir la désobéissance aux traités à l'heure où Trump veut retirer les Etats-Unis de l'accord de Paris et où la Hongrie bafoue l'Etat de droit est une pente dangereuse. Nous devons changer les règles

“
Nous devons continuer à débattre entre nous, sans nous combattre”

MARIE TOUSSAINT

du jeu, c'est pourquoi je propose un traité environnemental qui fasse de la protection de la nature la règle des règles. Cela peut être fait en quelques semaines, il ne manque que la volonté politique.

La transition écologique réclame des investissements publics énormes. Où trouver l'argent quand la droite ne cesse de lui opposer la fin du mois ?

M.A. : Il y a trois leviers à actionner simultanément. D'abord, que les Etats et l'Union mobilisent davantage de ressources propres : taxation des plus riches, taxation des superprofits des multinationales, taxe sur les transactions financières... Ensuite, accroître l'endettement, ce qui implique une remise en cause des règles budgétaires. Enfin, la politique monétaire. Cela nécessite une remise en cause de l'indépendance de la Banque centrale européenne (BCE) et un changement des traités.

A.L. : 60 % des investissements dans la transition écologique ne sont pas rentables à court terme. La chance que nous avons, c'est qu'il y a de l'argent, encore faut-il avoir le courage d'aller le chercher. D'où notre initiative citoyenne européenne sur la taxation des ultrariches lancée avec des millionnaires, soutenue par des syndicats, Camille Etienne, Gabriel Zucman... A cela doit s'ajouter une taxation des superprofits et des dividendes.

Vous avez de nombreux points d'accord. Pourquoi trois listes aux européennes et non une ?

A.L. : Nous avons des points de désaccord fondamentaux sur le rapport à l'Europe et aussi à certains pays, comme la Russie et la Chine. Quant aux Verts, ils ont fait le choix de partir seuls.

M.A. : Sur la Russie, nous avons voté au Parlement européen l'ensemble des textes condamnant l'agression. Nous avons voté les sanctions, et l'aide humanitaire et militaire à l'Ukraine. Mais si nous voulons éviter l'escalade militaire et une confrontation entre deux puissances nucléaires, il nous faut trouver une issue diplomatique. Je continuerai à défendre le programme de la Nupes et je regrette que nous arrivions en ordre dispersé le 9 juin : alors que l'extrême droite est aux portes du pouvoir, comment allons-nous dire que nous voulons un candidat commun en 2027 si on n'était pas ensemble en 2024 ?

M.T. : Le non au référendum de 2005 sur la Constitution européenne a profondément divisé la gauche. Les écologistes ont, les premiers, su dépasser cette fracture en leur sein, mais elle continue de structurer la gauche. On a vu les « deux gauches » se rapprocher dans l'ère post-Hollande, mais le chemin n'a pas été parcouru jusqu'au bout. Nous avons constaté il y a un an que nos cultures étaient encore trop éloignées, donc chacun est reparti de son côté. Mais attention à ce que ces tensions ne deviennent pas un fossé infranchissable ! Nous devons continuer à débattre entre nous, sans nous combattre. Plus les gauches seront nombreuses au Parlement européen, mieux ce sera pour construire la suite. ■

Propos recueillis par Matthieu Jublin et Antoine de Ravignan